

# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 9ème législature

Emploi et activite : Herault Question écrite n° 65388

#### Texte de la question

M Rene Couveinhes appelle l'attention de M le ministre delegue au commerce et a l'artisanat sur un probleme de « distorsion de la concurrence » provoque par une initiative publique. Dans une petite station balneaire du sud de la France, la commune possede deux etablissements thermaux. Elle a decide de construire une buanderie pour faire face, a moindre cout, aux besoins de ces etablissements. La gestion de cette buanderie doit etre confiee a une societe d'economie mixte locale, ce qui n'a rien d'anormal puisque nous restons dans le domaine du service public. Cependant les statuts de la societe lui permettent d'agir aupres de personnes de droit public et aupres de personnes privees pour elargir ses activites au-dela de la gestion du bien public qui lui est confiee. Cette societe va donc gerer un equipement qui a ete finance par des collectivites publiques et profiter de cet avantage certain pour faire une concurrence deloyale aux petits blanchisseurs locaux, puisque selon ses statuts elle pourra demarcher a l'exterieur de la structure « service public » qui lui confie la commune. Il apparait la un effet de « distorsion de la concurrence » provoque par une initiative publique (la commune). Les blanchisseries du secteur se sentent, a juste titre, menacees ; or, la situation economique du departement de l'Herault est desastreuse et exige, de ce fait, que soient soutenus le petit commerce et l'artisanat locaux, notamment face a des concurrences deloyales. Il lui demande de bien vouloir lui preciser sa position sur cette question.

### Texte de la réponse

Reponse. - On ne saurait faire grief a une commune de rechercher les conditions d'une meilleure gestion de ses services publics en confiant a une societe d'economie mixte l'exploitation d'activites annexes. La jurisprudence admet parfaitement que les collectivites puissent fournir des prestations annexes a l'activite de leurs services publics (CE 18 decembre 1959 Delansorme, CE 10 fevrier 1988 ville de Montpellier). Dans le cas present, il appartiendrait a la juridiction competente, si cela etait conteste, de se prononcer sur le caractere d'activite annexe d'une buanderie pour un etablissement thermal. En tout etat de cause, l'offre de services en direction de la clientele exterieure aux etablissements thermaux doit se faire dans le respect des regles de la concurrence. Il serait ainsi toujours possible aux blanchisseurs prives qui s'estimeraient victimes de pratiques anticoncurrentielles de saisir le conseil de la concurrence.

#### Données clés

Auteur: M. Couveinhes Ren•

Circonscription : - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite Numéro de la question : 65388

Rubrique: Nettoyage

Ministère interrogé : commerce et artisanat Ministère attributaire : économie et finances  $\textbf{Version web:} \ \underline{\textbf{https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/9/questions/QANR5L9QE65388}}$ 

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 14 décembre 1992, page 5593